

## Pillage à ciel ouvert : Yaou Aissatou brade la Scan à Foubot

Le directeur général de la Sni a décidé de la mise en vente de certains matériels de la Société des conserveries alimentaires du Noun (Scan). Méprisant au passage le Conseil d'administration et les administrateurs. Alors que les populations attendent le redémarrage des activités de la société.

La scène se passe de tout commentaire ce 7 février 2006 à Foubot dans les locaux de la Scan, une entreprise montée pour conditionner la tomate fraîche dans cette bourgade du département du Noun, zone reconnue comme étant l'un des greniers du Cameroun. Comme seuls savent le faire les huissiers de justice, 4 cadres de la Société nationale d'investissement (Sni) s'activent à brader de la ferraille, des fûts vides et même du matériel roulant appartenant à la Scan. Le quatuor ne recule devant rien pour accomplir sa mission de pillage systématique d'un patrimoine acquis au prix de nombreux sacrifices. Ils sont bien escortés dans leur besogne puisque Ferdinand Yene Kougou, juriste expert, Arrounie Etong Nguele, comptable, Joseph Claude Omgba, chauffeur, Agathe Ngo Minka, employée de bureau tous en service à la Sni, jouent les commissaires priseurs. Ils agissent sur la foi des ordres de mission signés de Mme Yaou Aissatou, directeur général de la Sni. Si cette action, du moins illégale pour certains, fait des heureux, - l'équipe de la Sni avait déjà collecté 20 000 000 de francs Cfa le premier jour, telle n'est pas le cas de la plus grande majorité de la population, notamment des paysans regroupés au sein de la Coopérative des producteurs vivriers du Noun (Coprovinoun). C'est par ailleurs cette coopérative qui joue l'agent d'exécution de l'entrepôt de stockage et de conservation des denrées alimentaires de Foubot, chapeauté par El Hadj Kouotou Amadou. C'est également ce dernier, sentant la braderie se tisser, qui n'a pas hésité à saisir ce jour les autorités locales ainsi que le président du Conseil d'administration de la Scan, Moïse Mouche. La réaction des populations ne s'est pas faite attendre. Tout le département est sur le pied de guerre. Il faudra même l'intervention des forces de l'ordre pour calmer la colère des fils du Noun contre cette liquidation clandestine engagée par la Sni. Société d'économie mixte, la Scan avait été conçue comme un projet de revalorisation industrielle de la tomate fraîche. La Sni détient 49% de son capital tandis que le reste du capital revient aux coopératives et à plus de 300 actionnaires privés dont la majorité est originaire du département du Noun. Le projet a été mis en place par Simon Ngann Yonn de regretté mémoire. L'installation des organes de gestion a suivi, l'usine aussitôt montée, et la campagne agricole lancée. Malgré une légère augmentation du coût du projet, ce dernier n'avait pas souffert de la dévaluation du Fcfa. D'ailleurs à en croire Camille Moute A Bidias, alors administrateur de la Scan au compte de la Sni en 1990, le projet était un bon risque et dégagait un léger bénéfice dès la première année d'exploitation. La fierté des populations du Noun s'est exprimée. Et l'adhésion fut totale à ce patrimoine. Ce d'autant plus que le sentiment de l'administrateur Camille Moute A Bidias est suffisamment optimiste quant à l'avenir du projet : « (...) Son taux interne de rentabilité est de l'ordre de 21%. Sa trésorerie, difficile la première année d'exploitation, devient largement suffisante dès la deuxième année pour faire face aux emprunts souscrits et elle donne la possibilité de distribuer des dividendes aux actionnaires à partir de la troisième année d'activité » note l'actuel directeur du Fonds national de l'emploi.

Braderie. C'est donc cette poule aux œufs d'or, symbole et espoir du dynamisme des populations du Noun que Dame Aissatou a décidé d'étouffer alors même que la reprise des activités semblait imminente. En réalité, celle qui aime se faire présenter dans les salons huppés de la capitale comme l'amie intime, la conseillère et la conceptrice des actions de la Première dame semble s'être arrimée à la stratégie mise en place par sa devancière dès 1992. C'est ainsi que le 8 décembre de la même année, celle-ci ordonne la fermeture de l'usine de Foubot, met le personnel en chômage technique, neutralise le Pca Urbain Olangoua et l'assemblée générale des actionnaires et installe à la direction de l'entreprise 2 expatriés : Messieurs Lafaye et Van Esten du groupe français Loma. Par la suite, la décision de remplacer la tomate fraîche produite par les paysans de Foubot par le triple concentré de tomate importé de France par l'intermédiaire du Groupe Loma finit par démontrer aux plus sceptiques la descente aux enfers de cette unité industrielle considérée comme l'une des performantes du Cameroun. Las but not de least, les 2 agents expatriés entreprennent le sabotage de la culture de la tomate dans le Noun en brûlant les plantations avec des intrants agricoles mélangés avec des herbicides et en calcinant les champs avec des engrais mélangés avec des produits toxiques. Ce crime économique dont le préjudice est évalué à plusieurs milliards de Fcfa a été reconnu en son temps par M. Lompech, président du Groupe Loma et Ambroise Ondo Onana, Dga de la Sni et administrateur délégué de la Scan. Après avoir rempli leur mission, madame Leduff, toujours du groupe Loma et titulaire d'un Cap de sertissage sera chargée de donner le coup fatal à la Scan. Contrats fictifs, vols des pièces détachées ; surfacturation, facturation fictives, études fictives, distribution gratuite des fonds et produits de la Scan, malversations diverses, à l'exemple de cet agent qui assure, simultanément et sans aucune honte, des fonctions administratives, financières et comptables. Le résultat ne peut

qu'êtré catastrophique : les dégâts sont inqualifiables et l'endettement faramineux. L'on parle de près de 7 milliards de Fcfa auquel il faut ajouter les dettes commerciales et fiscales. Conclusion le nouveau Dg de la Sni n'a rien entrepris pour sauver ce qui pouvait encore l'être. Au contraire, Yaou Aissatou, avec l'agilité d'un renard dans un poulailler, vient d'entreprendre la mise à sac de la Scan, qui n'est pourtant pas une propriété exclusive de la Sni.

La braderie de la Scan aujourd'hui à Foubot semble relever d'un plan machiavélique savamment orchestré pour des intérêts bassement égoïstes. Et devant un gouvernement laxiste, le petit peuple n'a plus que ses yeux pour pleurer. Et pourtant, la création de la Scan avait été accueillie avec beaucoup d'enthousiasme, car étant perçue comme un instrument d'enracinement et de rassemblement des populations de la localité. C'est dans cette mouvance que le feu sultan El Hadj Seidou Njimoluh Njoya était le premier à souscrire au capital de la société, à hauteur d'un million de Fcfa. Une action qui fera tâche d'huile auprès de ses sujets qui, par centaines, deviendront les actionnaires de la Scan. Une Scan qui malheureusement a été arrachée à ses légitimes propriétaires et confisquée par la Sni qui aujourd'hui a décidé autrement de tuer cette unité industrielle, au moment même où le chef de l'Etat entend fermement monter d'un cran dans la lutte contre la pauvreté et les détournements des deniers publics. A qui profite le crime ? Certainement pas à l'Etat du Cameroun, encore moins aux laborieuses populations du Noun. A cette question, Yaou Aissatou devrait apporter une réponse, elle qui justement s'active à mettre ce patrimoine dans les oubliettes et partant, pousser l'exaspération des fils du Noun au point culminant. N'est-ce pas là les ingrédients de la rupture d'une paix sociale chère au promoteur des Grandes Ambitions ? Affaire à suivre.

Charles  
La Nouvelle Presse N°251

Nwé